

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5002 - LUNDI 5 MAI 2025

GABON

Brice Clotaire Oligui Nguema dans son costume de président élu

Le 3 mai a marqué l'entrée en fonction de Brice Clotaire Oligui Nguema en tant que président élu de la République gabonaise. La cérémonie de prestation de serment s'est déroulée en présence de plusieurs chefs d'Etat africains, parmi lesquels le Congolais Denis Sassou N'Gusso. Arrivé au pouvoir le 30 août 2023 à la tête d'un régime militaire, le général Oligui Nguema est resté dix-neuf mois président de la transition avant de briguer la présidentielle lors du scrutin du 12 avril, l'emportant avec plus de 94% des voix. Il troquera désormais son treillis contre un costume civil pour les sept prochaines années.

Page 9



ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Ce que veulent les ressortissants de la Nkéni-Alima

Une forte mobilisation des originaires du nouveau département de la Nkéni-Alima a eu lieu à Brazzaville le 1^{er} mai. Occasion de présenter officiellement un cadre de réflexion destiné à accompagner le développement de cette circonscription administrative constituée de six districts, avec pour chef-lieu la ville de Gamboma.

Page 2



Les participants

EDITORIAL

Espace Nkeni-Alima

Page 2

PRESSE/CONGO

Le 3 mai différé

La Journée de la liberté de la presse célébrée le 3 mai dans le monde ne sera pas à la même date pour les professionnels congolais. De source informée, quelques problèmes d'ordre logistique ont amené les organisateurs à renvoyer la fête au 9 mai, le temps de disposer de ce qu'il faut pour des retrouvailles prévues à Brazzaville.

Page 6

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

Les commissaires politiques mesurent l'ampleur de leurs missions

Dans un contexte marqué par les préparatifs du 6^e Congrès ordinaire et de l'élection présidentielle de 2026, le secrétaire général du Parti congolais du travail, Pierre Moussa, a réprécisé les missions des commissaires politiques dans les départements.

Page 3

ÉDITORIAL

Espace Nkeni-Alima

Sous ce label, dévoilé le 1er mai à Brazzaville, rayonne la volonté des originaires du nouveau département administratif créé le 8 octobre 2024 (avec Djoué-Lefini et Congo-Oubangui, le pays en compte désormais quinze) de s'unir autour du noble impératif du développement social, économique et culturel de cet espace géographique.

Au cours d'une réunion inaugurale à Brazzaville, les participants venus nombreux ont officiellement posé les bases d'un cadre de réflexion salué comme un pas important vers la construction de l'unité des filles et fils de cette contrée et au-delà celle de la nation congolaise dans son ensemble.

Constituée de six districts : Abala, Allembé, Gamboma, Makotimpoko, Ollombo, Ongoni, la préfecture de la Nkeni-Alima tout juste éclos, a besoin du soutien de sa population. Non seulement celle qui y habite de façon pérenne, mais aussi ses natifs installés sous d'autres cieux, au Congo ou ailleurs. D'où la création de cette instance qui se veut inclusive.

Pour évaluer combien une assemblée générale convainc, il faut évoquer les prises de parole dans la salle, toutes soucieuses de voir mener à bien la mission du Think tank créé, qui est de prendre les avis de la population sur les difficultés auxquelles elle est confrontée et de « jouer les gendarmes » à l'égard du gouvernement afin qu'il traduise dans les faits les projets destinés au département.

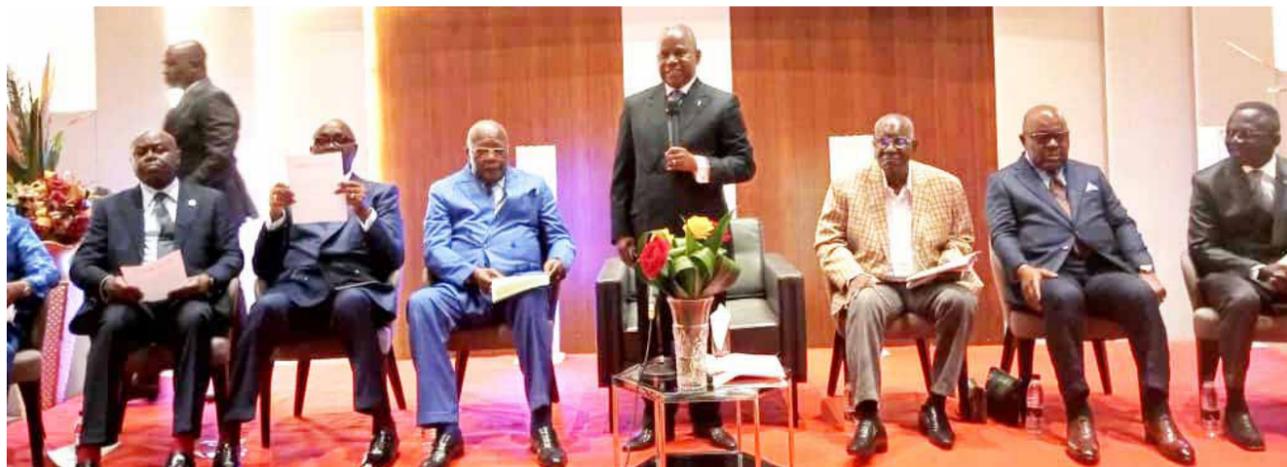
Actuel président du Sénat et natif de la Nkeni-Alima, Pierre Ngolo à qui nous avons emprunté l'expression « jouer les gendarmes », comme tous les enfants du département réunis ont salué sa création. Ils seraient heureux que le visage de Gamboma, le chef-lieu de la préfecture change, et qu'il fasse bon vivre à Ongoni, Ollombo, Makotimpoko, Allembé, Abala. Autant dire que la déclaration finale éayant ces desiderata a recueilli de vifs applaudissements !

Les Dépêches de Brazzaville

NKENI-ALIMA

Tout mettre en œuvre pour le développement du département

Réunis en assemblée générale le 1er mai à Kintélé, sous la direction du président du Sénat, Pierre Ngolo, les ressortissants de Nkeni-Alima ont mis en place un cadre d'échange avant d'appeler le gouvernement à tout mettre en œuvre pour le développement effectif de ce nouveau département.



Le présidium / Adiac

Ils étaient presque tous là, les cadres originaires des districts de Gamboma, d'Abala, d'Allembé, d'Ollombo, d'Ongoni et de Makotimpoko, pour saluer officiellement l'avènement du département Nkeni-Alima, créé par la loi n°26-2024 du 8 octobre 2024. En effet, pour accompagner l'essor de ce département, les participants ont mis en place une coordination de la structure dénommée « Espace-Nkeni-Alima », regroupant les cadres de tous les six districts et un directoire présidé par Pierre Ngolo, suppléé par le ministre d'Etat Pierre Oba, le ministre Hugues Ngouélondélé, et le sénateur Gabriel Oba Apounou en qualité des vice-présidents.

Ainsi, dans une déclaration rendue publique à cette occasion, les ressortissants de Nkeni-Alima ont salué chaleureusement la création de ce nouveau département ; remercié le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, et son gouvernement pour cette initiative dont l'objectif principal est, d'après eux, de rapprocher

l'administration de l'administré. « Nous prenons le ferme engagement d'œuvrer pour le développement inclusif de notre département par les activités économiques, sociales et culturelles diverses ; exprimons notre détermination à garantir l'unité de notre pays par la promotion et la consolidation du vivre ensemble ; exhortons chaque fille et fils de notre département à s'investir pleinement dans la recherche du bien-être de sa population ; exprimons notre solidarité avec l'ensemble des départements du pays ; exhortons le gouvernement à tout mettre en œuvre pour le développement effectif de ce nouveau-né : le département de la Nkeni-Alima », ont-ils souligné dans la déclaration lue par Annick Patricia Mongo.

L'Espace Nkeni-Alima se veut être un cadre stratégique consacré à la réflexion sur les problèmes socioéconomiques qui minent ce département et un lieu d'anticipation des situations pouvant subvenir. Le

président de cette structure, Pierre Ngolo, a insisté sur l'engagement et la détermination des filles et fils du département pour atteindre les objectifs escomptés. « Le nouveau bébé qui vient de naître a besoin du lait pour sa bonne croissance. Il mérite d'être entretenu pour garantir son développement politique et socioéconomique. Ce processus n'est pas seulement de la responsabilité de l'Etat, cela nécessite aussi l'implication de toutes les filles et de tous les fils de la Nkeni-Alima. C'est ainsi que nous lançons un appel à la sensibilisation des cadres, nous devons accompagner de façon efficace les initiatives gouvernementales », a exhorté le président du Sénat. Il a précisé que l'engagement, la détermination et la promotion des activités économiques, sociales et culturelles inclusives doivent être au centre de tout pour garantir la solidarité, la fraternité et le vivre ensemble.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

Pierre Moussa reprecise les missions des commissaires politiques

Le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Moussa, a entretenu le 2 mai, au siège national à Mpila, les quinze commissaires politiques, tout en précisant leurs missions et les attentes que le parti a placées en eux, surtout dans un contexte marqué par les préparatifs du 6^e congrès ordinaire et l'élection présidentielle de 2026.

Le secrétaire général du PCT, dans sa communication, a rappelé que l'institution des commissaires politiques auprès des fédérations répond à la recommandation politique du dernier congrès ordinaire de leur parti. Selon lui, la mise en œuvre de cette importante orientation du congrès participe de la consolidation du dispositif de gouvernance du PCT, en vue de l'optimisation de son fonctionnement et de sa capacité de mobilisation. Commentant les missions dévolues aux commissaires politiques, Pierre Moussa a rappelé que ces derniers sont pour le parti un observatoire de sa vie dans les départements. A ce titre, ils aident, a-t-il expliqué, la direction nationale à mieux suivre le fonctionnement du parti à la base.

« Ils sont aussi des lanceurs d'alerte sur les risques de dysfonctionnement du parti dans les départements. En ce sens, ils aident la direction nationale du parti à anticiper sur les situations qui pourraient compromettre la bonne marche de celui-ci. Ils sont, en outre, un aiguillon pour le parti dans la mesure où leurs conseils, leurs suggestions permettraient à la



Pierre Moussa s'adressant aux quinze commissaires politiques du PCTDR

direction nationale du parti de structurer une action efficace de terrain. Ils sont en même temps un catalyseur pour l'unité, la cohésion, la solidarité et la discipline au sein du parti. Les commissaires participent, de ce fait, à la mobilisation efficace des forces du parti

», a-t-il rappelé.

D'après lui, pour la réussite de sa mission, le commissaire politique se doit de créer des conditions pour une collaboration étroite avec les organes et les membres du parti de sa fédération. Il doit également faire preuve d'engagement et de vigilance dans sa veille

; d'objectivité et de lucidité dans ses analyses. Il doit aussi être pragmatique et proactif. Dans ce dernier cas, le commissaire politique, de concert avec la direction politique, doit, a précisé Pierre Moussa, engager quelques actions pour éviter un pourrissement éventuel de la situation

constatée. « La mise en place des commissaires politiques a suscité un espoir grandissant au sein du parti, surtout dans ce contexte de préparation du 6^e congrès ordinaire de notre parti et de mobilisation de nos forces pour une participation victorieuse à la prochaine élection présidentielle. Cet espoir ne doit, naturellement, pas être déçu. Je puis vous rassurer du soutien et de l'appui de la direction nationale du parti pour le succès de votre mission. Rendez-vous sur le terrain de l'action », a conclu le secrétaire général du PCT.

Nommée commissaire politique du PCT pour la Cuvette Ouest, Antoinette Kebi mesure, tout comme les quatorze autres commissaires, l'étendue de la tâche qui l'attend. « Le commissaire anticipe sur certains problèmes...avant que cela ne dégénère. Maintenant, nous pouvons véritablement y aller. Nous comptons sur l'ensemble des cadres, que chacun soutienne l'action des commissaires. Le travail des commissaires commence sur le terrain », a-t-elle déclaré.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Hygiène de vie médiatique

Personne, absolument personne, aucune institution ni aucun mécanisme ne pourra réguler la vitesse avec laquelle les réseaux sociaux et autres médias alternatifs produisent du contenu en direction du grand public. Dans la mesure où cette dynamique renforce la liberté d'opinion, premier réflexe de l'homme, elle est tout simplement incontournable.

Il ne faut donc pas se voiler la face : la presse, la radio et la télévision, premiers supports dans le domaine de la recherche, du traitement et de la diffusion de l'information générale sont à la croisée des chemins. Dans cette optique, s'adapter est la seule façon pour elles de continuer à exister.

En faisant en sorte que les règles essentielles sur lesquelles ils assoient leur audience et exposent leur crédibilité ne se délitent pas au nom d'une sacro-sainte concurrence ou d'un douteux recours au scoop préjudiciable à l'authentification

des faits rapportés, les médias « traditionnels » éviteront d'être complètement anéantis.

Mais s'adapter suppose de bousculer les vieilles habitudes. Non seulement rendre plus performants les outils de diffusion en s'appuyant sur la compétence des rédacteurs accrochés à leur devoir d'informer, mais aussi faire preuve de diligence et établir avec le terrain un rapport de confiance à toute épreuve, en restant plus que jamais le baromètre de l'actualité.

Cette évolution ne signifie pas la mort du journalisme « assis », celui des éditorialistes et chroniqueurs éprouvés dans l'analyse du factuel. Au contraire, la matière apportée par le journalisme « debout », la passion des reporters, constituera toujours le socle du regard froid projeté sur les interrogations quotidiennes des citoyens et des décideurs.

Ceux qui alimentent le numérique, et ne font plus que cela à longueur de journée,

sans même la conviction de parler « vrai », poursuivront leur travail en toute quiétude. Il n'y a, en effet, personne pour les en dissuader. Ceux, en revanche, qui sont appelés à consommer pourront prendre une petite minute avant ou après le « repas » pour questionner, et ne pas se contenter de cette éphémère satiété sans observer une certaine hygiène de vie médiatique.

Dans le moment présent de saturation des canaux de communication où, poussés par la rapidité de leur publication en direction du monde global, presque tous les discours se valent, toutes les images sont partagées, toutes les vidéos sont lues, il est un recours important pour tous : ne pas se laisser submerger par tout ce flux même si la pression ambiante est à la limite irrésistible.

Une pression tellement impérieuse que l'on se demande à son corps défendant qui résiste vraiment à un tel harcèlement ?

Gankama N'Siah

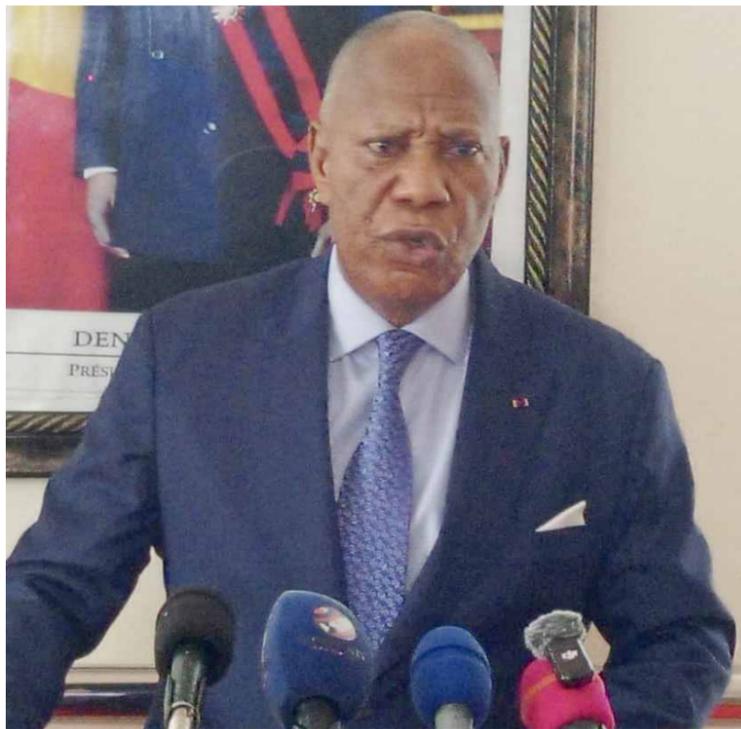
FÊTE DU 1^{er} MAI

Favoriser le travail décent pour la justice sociale

L'humanité célèbre le 1er mai la Journée internationale du travail placée cette année sur le thème « Œuvrer pour la paix et la stabilité afin de favoriser l'industrialisation, le commerce et le travail décent pour la justice sociale ». Une thématique retenue en rapport avec les transformations que connaissent aujourd'hui les manufactures, les mines et les carrières, le bâtiment et les travaux publics, l'agriculture, les services.

Le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, dans une déclaration rendue publique, au nom du gouvernement, a rappelé que le thème de l'édition 2025 de la fête des travailleurs résonne, à l'évidence, avec les politiques nationales en cours en République du Congo. Ceci sous la très haute autorité du président de la République, Denis Sassou N'Guesso qui a décrété 2024, année de la jeunesse. Selon le ministre Firmin Ayessa, cette initiative dynamique portant sur l'emploi des jeunes se poursuit jusqu'à ce jour. L'objectif étant la création d'emplois décents pour les jeunes en proie au chômage de masse et qui enchaînent encore de petits métiers du secteur informel.

Il a également rappelé plusieurs avancées enregistrées dans les domaines du travail et de la sécurité sociale dans le pays. Il s'agit, entre autres, de la signature en 2023 avec l'Organisation internationale du travail (OIT) du Programme de promotion du travail décent (PPTD 2023-2026) dont la mise en œuvre connaîtra, d'après lui, un bond à la fois quantitatif et qualitatif ces deux dernières années de sa mise en œuvre. Le ministre d'Etat a aussi cité la loi n° 48-2024 du 30 décembre



Le ministre d'Etat, Firmin Ayessa rendant public le message du gouvernement.

2024, portant sur l'harmonisation de l'âge d'admission à la retraite entre les agents civils de l'Etat et les travailleurs relevant du code du travail, ainsi que le décret n° 2024-2762 du 20 novembre 2024 fixant le montant du salaire minimum interprofessionnel garanti qui est passé de 50 400 à 70 400 FCFA. Ceci avec un impact très positif que les parties dans l'entreprise et établissements s'emploient aujourd'hui à capitaliser.

« Au plan de la sécurité sociale, je m'en voudrais de ne pas évoquer l'opérationnalisation de la Caisse d'assurance maladie universelle qui entre résolument dans sa phase pratique. De même que la signature, il y a quelques jours seulement, d'une convention entre la Caisse nationale de sécurité sociale et la Caisse de retraite des fonctionnaires, destinée à faciliter la prise en charge des retraités ayant cotisé dans

les deux caisses pendant leur vie professionnelle », a cité Firmin Ayessa.

Le Congo en passe de devenir pays pilote dans la Coalition mondiale pour la justice sociale

Abordant les volets sécurité et santé au travail, le ministre d'Etat s'est félicité des initiatives mises en œuvre dans les entreprises nationales, au niveau des organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs, ainsi que dans l'administration et les établissements publics, contribuant significativement à la promotion de la sécurité et de la santé au travail dans le pays. D'autres initiatives en faveur de la prévention des risques professionnels dans l'entreprise se poursuivent encore sur le terrain. « Au nom du gouvernement, permettez-moi de me réjouir de toutes ces dynamiques qui se mettent en place et d'exprimer toute ma gratitude à l'ensemble des acteurs du monde du travail qui œuvrent inlassablement pour rendre effective l'application de la convention n° 155 de l'OIT sur la sécurité et la santé des travailleurs, entrée en application dans notre pays en octobre dernier. Toutes ces initiatives viennent, en outre, comme à l'appui du Profil national de la sécurité et de la santé au travail dont le Congo vient à peine de se

doter; alors que se profile l'élaboration de la politique nationale de la sécurité et de la santé assortie d'un agenda de mise en œuvre, pour compter de l'année 2026 », a déclaré le ministre d'Etat.

S'agissant des perspectives, le gouvernement a annoncé l'élaboration de la politique nationale de l'emploi et de la formation, en partenariat avec l'OIT et l'Agence française de développement, ainsi que celle de la politique nationale de la sécurité et de la santé au travail. « Avec la 113^e session de la Conférence internationale du travail prévue à Genève, en Suisse, dès le mois de juin prochain, le Congo pourra faire sa grande entrée dans la Coalition mondiale pour la justice sociale en tant que pays pilote, aux côtés de l'Irak pour le Moyen-Orient et la Bolivie pour l'Amérique du Sud. Là aussi s'ouvre une belle promesse, notamment en ce qui concerne la lutte contre les inégalités d'accès à l'emploi, les inégalités de genre et la promotion de la protection sociale pour tous dans notre pays », a annoncé Firmin Ayessa. Concernant le dialogue social, il a indiqué que l'élan commencé en 2025 avec la tenue d'une session du Comité national va se poursuivre tout au long de cette année, pour le bien des travailleurs et travailleurs.

Parfait Wilfried Douniama

Un méga défilé tenu sous le signe de la justice sociale

L'humanité a célébré, le 1^{er} mai, la Journée mondiale du travail. Au Congo, la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC), le syndicat le plus représentatif dans le pays, a organisé un défilé civil au boulevard Alfred-Raoul, à Brazzaville, sous le signe d'un travail adéquat pour une justice sociale perpétuelle.

Le défilé présidé par le secrétaire général de la CSTC, Elault Bello Bellard, s'est tenu sur le thème « Industrialisation, commerce, et travail décent pour une justice sociale ». Plusieurs dizaines des sections de la CSTC, représentées au sein des administrations publiques et privées, ainsi que les associations affiliées ont fêté la journée par un imposant défilé populaire sur le boulevard Alfred-Raoul.

Dans son message de circonstance, le secrétaire général de la CSTC a souligné l'urgence de renforcer l'industrialisation, le commerce et le travail décent dans le pays. Une approche qu'il estime être un moteur économique qui va booster la création d'emplois dignes et durables au profit des jeunes chômeurs.

Elault Bello Bellard a salué, à



Des agents du CHU de Brazzaville lors du défilé.

cet effet, le sens de responsabilité dont les travailleurs ont fait montre ces derniers temps, en s'abstenant de paralyser le pays par des grèves à répétition.

« Je mesure, à juste titre, votre labeur quotidien qui a permis à notre organisation syndicale de se préserver des grèves récurrentes qui ont

souvent perturbé la paix sociale. Votre engagement dans ce sens s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de nos stratégies de préservation du

climat social apaisé dans le pays, en ce qui concerne le renforcement des capacités opérationnelles et du bien-être social des travailleurs », a-t-il indiqué.

Cette approche, a renchéri Elault Bello Bellard, épouse la vision de la CSTC contenue dans le cahier des charges, conformément aux conclusions de la dernière session du Comité national du dialogue social, dont l'essentiel des recommandations a permis de poser les jalons d'une perspective économique salvatrice au profit des administrations publiques et privées.

S'adressant aux syndicalistes, le secrétaire général de la CSTC leur a annoncé la tenue incessamment des élections professionnelles pour restructurer les instances syndicales.

Firmin Oyé

3^E ÉDITION DES «72H DU MAYOMBE»

La sécurité des participants assurée par LCR

La Congolaise des routes (LCR), société concessionnaire de la Route nationale (RN) 1 reliant Brazzaville à Pointe-Noire, a participé du 25 au 27 avril à la troisième édition des « 72h du Mayombe : Ecorun », en déployant un dispositif de sécurité spécifique le long du parcours empruntant cette route.

Le rendez-vous des « 72 heures du Mayombe : Ecorun » est une manifestation sportive et écologique majeure, initiée dans le Mayombe. Organisée par l'Association multisports Lion d'or, en partenariat avec les ministères de l'Environnement et des Sports, sous le haut patronage du Premier ministre, cette édition s'est consacrée à la préservation de la forêt du Mayombe, à la valorisation des peuples autochtones et à la promotion des jeunes talents sportifs.

La participation de LCR à l'Ecorun s'est inscrite dans sa démarche de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Dans ce contexte, un dispositif spécifique a été mis en place pour assurer la sécurité de la course le long du parcours empruntant la RN1. Des patrouilleurs ont été déployés pour briefier les coureurs sur les mesures de sécurité, mettre en place la signalisation nécessaire et suivre le parcours. En plus du centre d'appels (1010) pour signaler des incidents ou demander de l'assistance, des éléments du Groupement de sécurité routière composé de la gendarmerie et de la sécurité civile ont également été mis à contribution.

En assurant la sécurité de l'Ecorun et en soutenant ses objectifs



Les principaux acteurs des « 72 heures du Mayombe » DR

socio-environnementaux, LCR réaffirme son engagement pour un développement durable, intégrant une route plus sûre et la préservation de l'environnement congolais. « C'est une fierté pour LCR d'avoir pu contribuer à la réussite de cette édition des « 72h du Mayombe : Ecorun ». Cela illustre parfaitement la manière

dont notre mission de gestion routière s'inscrit dans une démarche plus large de développement durable et de préservation de l'environnement unique du Mayombe. La sécurité de tous les usagers et des participants est notre priorité absolue, et cet événement renforce notre détermination à poursuivre nos efforts,

notamment dans cette région essentielle de la RN1 », a déclaré May Lynn Ahui, la directrice des Projets de LCR.

Avec une traversée de près de 150 kilomètres, le Mayombe est le tronçon le plus accidentogène de la RN1 en raison de sa géographie complexe. La participation à l'Ecorun renforce les actions

continues de LCR en matière de sécurité routière sur cet axe. Rappelons que face à l'augmentation du nombre de victimes sur la RN1 en 2023 (+23 % par rapport à 2022), la société concessionnaire a mené une vaste campagne de sensibilisation en août 2024, ciblant en particulier les conducteurs de poids lourds. Déployée dans les gares de Mengo, Moukondo et Lifoula, cette campagne, axée sur les « 5 commandements de la route », a permis de réduire de 25 % le nombre d'accidents et de 10 % celui de victimes sur la RN1 pendant sa période de déploiement (août à mi-septembre 2024). Plus de onze mille camionneurs ont été sensibilisés lors de cette campagne, centrée sur le comportement des conducteurs. À ce jour, LCR collabore avec la direction générale des Transports terrestres et d'autres partenaires pour intensifier la lutte contre l'insécurité routière. Elle prône une approche intégrée pour une route plus sûre et durable, par l'amélioration des infrastructures, une coordination renforcée avec les forces de sécurité, une sensibilisation continue des usagers, et un engagement fort en matière de RSE et de respect de l'environnement.

Fiacre Kombo

ASSAINISSEMENT

La représentante de l'Unicef salue le dynamisme du gouvernement

En fin de mission en République du Congo, la représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Chantal Umutoni, a échangé le 2 mai avec le ministre en charge de l'Assainissement urbain, Juste Désiré Moundélé. Les deux personnalités ont dressé le bilan de leur collaboration.

Juste Désiré Moundélé et Chantal Umutoni ont passé en revue tous les programmes qu'ils ont réalisés ensemble ainsi que ceux en cours de réalisation.

Selon la représentante de l'Unicef au Congo, les enfants ont souvent besoin d'un milieu assaini pour pouvoir se développer, vivre et étudier dans de bonnes conditions. « Le ministère de l'Assainissement est un partenaire clé. Le bilan est positif et à l'Unicef, nous sommes très excités de travailler avec ce ministère et pensons que nous allons réaliser de grandes choses au profit de nos communautés et de nos familles. Malheureusement, je suis venue lui dire au revoir puisque j'ai terminé ma mission », a expliqué Chantal Umutoni.



L'échange des cadeaux à la fin de l'audience/Adiac

Notons que l'Unicef est une agence de l'Organisation des Nations unies consacrée à l'amé-

lioration et à la promotion de la condition de vie des enfants.

Rude Ngoma

IN MEMORIAM



Les enfants du camp Milice, de l'Asecna, de l'ex-Télé-Congo et de l'étranger ne vous oublieront jamais, notre sœur et présidente Estelle Oyombo alias « Ticha ». Que la terre de nos ancêtres te soit légère.

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Les journalistes invités à la responsabilité face à l'IA

Dans le cadre de la célébration, chaque 3 mai, de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'organisation professionnelle Journaliste et éthique Congo (JEC) a fait une déclaration, le 2 mai, dans laquelle elle demande aux professionnels des médias de ne pas saper les règles du métier à cause de l'expansion de l'intelligence artificielle (IA).

La célébration de la 34e Journée mondiale de la liberté de la presse a permis aux membres de l'association JEC d'échanger avec leurs collègues sur les problématiques que rencontrent régulièrement les chevaliers de la plume et du micro au niveau national ou international.

Ils ont, en effet, parlé de la place qu'occupe désormais l'IA dans l'exercice de leur métier avant de rappeler le caractère indépendant du journaliste.

Les difficultés que rencontrent quotidiennement les journalistes, la menace de l'IA dans l'exercice du journalisme et métiers assimilés ainsi que les différentes avancées administratives ont été évoquées.

L'édition 2025 de cette journée est célébrée sur le thème « Informer dans un monde complexe-l'impact de l'intelligence



Les membres du JEC lors des échanges/Adiac

artificielle sur la liberté de la presse et des médias». A travers ce thème, le JEC a rappelé son combat qui consiste à améliorer les conditions de travail des journalistes.

Il a été également question de présenter le bilan des pro-

grammes de formation du JEC avant de parler des défis qu'il doit relever. Sa direction, par la même occasion, a invité tous les journalistes à adhérer à cette organisation de défense des droits des journalistes et de la promotion d'une presse

libre.

Le directeur exécutif de l'organisation JEC, Arsène Séverin, au cours de cet échange, a dressé le bilan de la liberté de la presse en République du Congo. «Le JEC est un instrument communautaire.

Nous invitons tous les journalistes. Nous luttons pour garantir les droits d'exercice du métier de journaliste. Nous sommes disponibles pour défendre vos droits mais, il faut que vous soyez membres pour nous permettre de travailler ensemble», a-t-il indiqué.

Le point sur la redevance audiovisuelle ainsi que celui du fonds d'appui aux médias ont été évoqués par la responsable administrative de cette structure, Rosie Pioth. Les participants au moment d'échange ont ainsi demandé des financements crédibles, légaux et réguliers afin d'accompagner la presse. Une manière de permettre aux journalistes de pratiquer librement leur métier dans le respect de l'éthique et de la déontologie.

Rude Ngoma

ENTREPRENEURIAT

Dix femmes porteuses de projets formées sur le numérique

Le directeur exécutif de la Fondation Burotop Iris, Issa attye, a remis, le 26 avril à Brazzaville, des laptops aux dix jeunes femmes porteuses de projets sélectionnées dans le cadre du programme Femme et Entrepreneuriat Numérique au Congo (FENC), qui assistent à une formation au laboratoire de fabrication numérique (Fablab).

Ce geste d'encouragement permettra à ces femmes porteuses de projets d'avancer sereinement dans leurs projets et d'atteindre leurs objectifs ambitieux. Ce programme Femme et Entrepreneuriat Numérique au Congo est important car il œuvre aussi à la sensibilisation et à l'éducation. En encourageant ces femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat, ce programme contribue à briser les stéréotypes.

Le programme Femme et Entrepreneuriat Numérique au Congo est une initiative stratégique et ambitieuse qui vise à réduire la fracture numérique de genre. En dotant les participantes de compétences en innovation, en technologies numériques et en gestion de projets entrepreneuriaux, il ouvre la voie à une nouvelle génération de femmes entrepreneures capables d'impacter positivement l'économie congolaise. La période d'incubation pour ces femmes porteuses de projets durera jusqu'au mois de juin. Les projets d'entre-

preneuriat de ces femmes sont différents et leur prototype également. Elles apprendront: le processus de l'innovation, la conception des plateformes de développement, le management et autres afin de mettre en place des solutions durables.

L'implication de l'ONG Elite Women's Club dans ce programme de formation s'inscrit pleinement dans leur mission qui promeut l'autonomisation des femmes par le leadership, l'innovation et l'accès aux opportunités économiques.

« Le numérique est aujourd'hui un levier incontournable pour l'émancipation économique. En investissant dans la formation des femmes aux compétences numériques et entrepreneuriales, nous leur donnons les moyens de créer, d'innover et de bâtir des solutions d'avenir. Notre engagement est donc naturel : accompagner les femmes pour qu'elles soient des actrices majeures du développement et de la transformation numérique. À



La joie des bénéficiaires et donateurs des ordinateurs/Adiac

mes yeux, la formation est une arme pacifique pour briser les barrières, réduire les inégalités et libérer tout le potentiel des femmes », a indiqué Splendide Gavet, présidente de l'ONG Elite Women's Club. La formation féminine est un enjeu fondamental. C'est à la fois un droit, un levier de justice sociale et un puissant moteur de développement durable. Former une femme, c'est impacter positivement toute une communauté. C'est permettre l'accès à l'autonomie finan-

cière, à la confiance en soi et à une pleine citoyenneté économique.

La directrice de la Fondation Burotop Iris, Diana Attie, a souligné à cette occasion l'importance de cette initiative : « Investir dans la jeunesse féminine, c'est investir dans l'innovation et l'avenir du Congo. Nous croyons en leur potentiel et nous sommes fiers de les accompagner sur le chemin de l'entrepreneuriat numérique ».

Sur le marché local, sou-

vent les entrepreneurs sont confrontés à plusieurs difficultés : le financement, le manque de matériel, rupture du stock, la taxation et autres. « Pour être maître de son projet, il faut que vous innovez tout temps. Nous avons connu des startups qui ont disparu deux à trois années après. Il faut toujours réadapter le produit ou service aux besoins des utilisateurs », a indiqué Gildas Moboula, responsable du Fablab.

Fortuné Ibara

MARITIME

L'Afrique de l'Ouest et du centre s'engagent à resserrer leurs liens

En visite de travail au Congo, le secrétaire général de l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du centre (OMAOC), le Dr Paul Adalikwu, a rencontré, le 28 avril, à Brazzaville la ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, pour solliciter l'aide et le leadership de la présidente en exercice afin de l'accompagner efficacement dans l'accomplissement de ses missions à la tête de cette organisation.

Les échanges entre les deux personnalités s'inscrivent dans le cadre stratégique ponctué sur le bénéfice de tous les Etats membres de cette organisation. Le secrétaire général de l'OMAOC a annoncé l'organisation du cinquantième anniversaire de cette institution et a rendu compte des différentes missions menées.

Profitant de cette audience, le Dr Paul Adalikwu a souligné également l'importance d'une collaboration étroite et d'un appui politique fort pour renforcer l'action de l'organisation au profit des États membres. « Je suis très heureux d'être reçu en audience par madame la ministre des Transports, qui est aussi présidente en exercice de l'OMAOC. Je suis venu en tête avec deux objectifs, notamment celui de solliciter son leadership, son aide pour accomplir mes missions en tant que secrétaire général de l'OMAOC, avec elle devant moi comme présidente en exercice



Poignée de mains entre la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas et le SG de l'Omaoc, le Dr Paul Adalikwu/Adiac

de cette organisation. Ensuite, celui d'annoncer la célébration du cinquantième anniversaire de l'OMAOC. Je suis venu avec l'espoir de discuter et de prendre ses instructions pour l'organisation de cet événement », a indiqué Paul Adalikwu, secrétaire général de l'OMAOC.

En marge de ces échanges, des questions techniques relatives au fonctionnement du secrétariat général également ont été abordées. Il s'est agi notamment d'examiner les voies et moyens de rendre plus efficace la coordination entre les différents organes de l'OMAOC, dans le souci constant de renforcer les capacités des États membres ainsi que de promouvoir une gouvernance maritime intégrée et durable.

La ministre Ebouka-Babackas a, en outre, dans son rôle de présidente en exercice, réaffirmé son engagement à œuvrer aux côtés du secrétaire général pour faire de l'OMAOC un levier de coopération régionale exemplaire dans les domaines du transport

maritime, de la sûreté portuaire et du développement des infrastructures. Elle a également insisté sur la nécessité de renforcer la solidarité entre les pays membres pour faire face aux défis communs liés à la croissance bleue dans l'espace maritime ouest et centre-africain.

A l'issue de cette rencontre, le secrétaire général de l'OMAOC a exprimé sa joie tout en remerciant la bonne gouvernance de la ministre. « Je suis très satisfait de la rencontre, c'est ma première fois de rencontrer la ministre, et cette audience a été très chaleureuse, et nous avons échangé sur toutes les questions techniques et j'espère que cela va nous permettre de travailler ensemble au bénéfice de tous les États de l'Afrique de l'Ouest et du centre. C'est donc une plus grande collaboration entre la République du Congo et le Royaume du Maroc au profit de toute la région », a-t-il renchéri.

Fortuné Ibara

16E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RAFPRO

Des échanges axés sur l'employabilité des jeunes

Les travaux de la seizième assemblée générale ordinaire du Réseau africain des institutions et fonds de formation professionnelle (Rafpro) ont été lancés, le 30 avril, à Brazzaville sur fond d'appel à des réformes structurantes. Durant trois jours, les participants tenteront de définir une nouvelle feuille de route visant à favoriser l'employabilité des jeunes.

Pour la première fois, le Congo accueille cette assemblée générale du Rafpro, un cadre de concertation périodique sur le secteur de la formation professionnelle. Organisée par le Fonds d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage (Fonéa), en partenariat avec le bureau exécutif du Rafpro, cette rencontre statutaire a rassemblé des responsables d'institutions et de fonds de formation qualifiante, des experts, des parlementaires, ainsi que des acteurs des secteurs public et privé, sans oublier les partenaires au développement, parmi lesquels le Bureau international du travail (BIT). Ces échanges devraient aboutir à l'adoption d'un plan de travail annuel 2025, d'un budget pour ce même exercice, d'un référentiel commun d'habilitation des organismes de formation et d'un plan de formation pour l'année à venir.

La persistance du chômage des jeunes demeure un enjeu majeur pour le Congo et les autres pays membres (Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry,

Madagascar, Mali, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo). En organisant ces assises, le Fonéa souhaite réaffirmer son engagement en faveur de l'employabilité et de l'apprentissage des jeunes congolais. Après une période d'hibernation, le Fonéa a fait son retour au Rafpro en 2022. « Nous sommes désormais présents et actifs. Pour l'année 2024, le fonds a envoyé dix-sept de ses agents à huit sessions de formation dans sept pays différents, pour bénéficier des formations organisées par le Rafpro. Par ailleurs, le Fonéa a accueilli deux formations majeures du réseau », a déclaré le directeur général du Fonéa, Patrick Robert Ntsibat.

Seul un engagement collectif permettra aux États de faire face au défi de l'employabilité des jeunes, a estimé le président du Rafpro, Dr Philippe Kouakou N'Dri. Depuis sa création en 2006, le réseau a placé la question de l'emploi, en particulier pour les jeunes, au cœur de son action. Il s'emploie à favoriser l'échange



La photo de famille des parties prenantes/Adiac

d'expériences et de bonnes pratiques entre ses membres, à renforcer les modes de gouvernance, les systèmes de gestion et la qualité des services rendus, et à plaider auprès des États et partenaires en faveur de politiques structurantes dans le domaine de la formation professionnelle. « Offrir des perspectives professionnelles aux jeunes, c'est non seulement réduire les coûts sociaux

liés aux fléaux que sont l'oisiveté, les addictions et la délinquance, mais également stimuler la croissance économique et renforcer la citoyenneté en élargissant la base des consommateurs, des épargnants et des contribuables », a souligné Dr Philippe Kouakou N'Dri. En ouvrant les travaux de l'assemblée générale du Rafpro, le directeur de cabinet du ministre chargé de la Formation quali-

ficante et de l'Emploi, Charles Makaya dit Mackail, a rappelé le défi que représentent les formations qualifiantes et professionnelles. Cette approche, également soutenue par le BIT, vise à faire de la jeunesse un levier de transformation économique, sociale et culturelle en lui offrant des compétences concrètes adaptées aux réalités du marché de l'emploi.

Fiacre Kombo

ÉLECTION À LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'UNESCO

Firmin Édouard Matoko en campagne

Candidat pour le poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'ancien sous-directeur général de cette institution pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures, Firmin Édouard Matoko, mène une campagne de fond et de proximité.

Dès le lendemain de son audition par le Conseil exécutif, le 9 avril dernier, Firmin Édouard Matoko a consacré son agenda à la rencontre des acteurs engagés à promouvoir les missions de l'Unesco sur le terrain. Courant avril, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du livre et des droits d'auteur, il était présent aux «72H du livre de Conakry». Par la suite et sans tarder, il entamera un marathon planétaire d'Est en Ouest et du Nord au Sud, avec le solide espoir de convaincre une majorité des 58 pays représentés au conseil exécutif de l'agence internationale à propos du bien-fondé de sa candidature.

Ce parfait polyglotte sillonnait déjà ces pays lorsqu'il supervisait différents programmes au sein des bureaux multi-pays de l'Unesco qu'il dirigeait, coordonnant des missions stratégiques à effectuer à travers le monde. Aujourd'hui fin prêt et se destinant à aller chercher chaque voix, il s'est muté en véritable pèlerin.

Son parcours est typiquement celui des élites de la diplomatie d'aujourd'hui. Après l'obtention d'un diplôme d'Études supérieures stratégiques en relations

internationales, il se lance dans une carrière au sein de la diplomatie multilatérale, au contact aussi bien des décideurs politiques que des acteurs de terrain. Homme d'expérience, d'action et de vision, Firmin Édouard Matoko possède manifestement les qualités et compétences requises pour ce poste. Il le fait valoir à un moment où l'organisation est confrontée à une nécessité absolue de s'adapter et de se transformer, mettant en avant auprès des électeurs les valeurs universelles et humanistes mises en relief au cœur de son mandat. La teneur de son message consiste également à préserver les biens communs tels que l'éducation, les sciences, l'information, la communication et la culture.

Pour ce chapitre, il s'appuiera sur l'affirmation du président Nelson Mandela : « *L'éducation est la plus puissante des armes que l'on puisse utiliser pour changer le monde* ». De ce fait, il table sur la nécessité de planifier et de mieux gérer les systèmes éducatifs à l'heure de l'intelligence artificielle pour assurer l'accès à l'éducation du plus grand nombre, et plus particulièrement aux jeunes filles.



Firmin Édouard Matoko, 69 ans, est entré en campagne avec une ambition soutenue de finir à la

tête de la direction de l'Unesco pour le mandat 2025-2029. Il met en avant son pedigree lui ayant

permis de travailler jusqu'à ce jour pour une institution qui privilégie la diversité en s'appuyant sur la connaissance de l'autre, et ce, sans se cantonner à l'Afrique. À l'heure des bouleversements géopolitiques et des transitions diplomatiques mondiales, il compte plutôt positionner tous les pays dans les négociations sur les politiques éducatives globales, la sauvegarde du patrimoine mondial et les enjeux scientifiques du XXIe siècle.

En définitive, l'élection de Firmin Édouard Matoko ne serait pas seulement une victoire personnelle ou nationale, mais bien une avancée pour tout le continent africain, et plus encore pour le Sud-global, recherchant plus que jamais à renforcer son influence dans les débats globaux sur l'avenir de l'éducation, de la culture et de la science.

Rappelons que l'élection est prévue en novembre, lors de la Conférence générale qui tiendra sa 44e session à Samarkand, en Ouzbékistan. Firmin Édouard Matoko fera face à deux autres candidats, Khaled Ahmed El-Enany Ali Ezz de l'Égypte, et Gabriela Lian Ramos Patino du Mexique.

Marie Alfred Ngoma

DIASPORA

Première séance de travail du Bureau du Haut Conseil des sages à Paris

Profitant de sa présence à Paris, le grand sage Jules Moussabou, premier secrétaire du Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionnelles, a présidé la première réunion de la représentation à l'étranger.

A l'ordre du jour de la réunion du Conseil des sages des Congolais de l'étranger (CSCE) du mercredi 30 avril, Jean Théodore Pouaboud, président du Bureau, dans le respect des résolutions de la séance inaugurale du 23 avril à l'ambassade de la République du Congo à Paris, a présenté le profil de ses futurs collaborateurs. Confirmé à ce poste, Jean Théodore Pouaboud a réitéré ses remerciements à l'adresse de Jean Marie Ewengue, président du Haut Conseil des sages, qui, sur instruction du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, a mandaté son premier secrétaire, pour mettre en place cette structuration à Paris. L'occasion de rappeler également l'exécution fidèle de la feuille de route qui lui a été confiée, en respect du rôle qui consiste à perpétuer la tradition, la gérer, la maintenir, pour éviter la dépravation des mœurs. « *Le bureau est au complet, mettez-vous au travail en ramenant toutes les filles et les fils du pays dans le cadre du vivre-ensemble, dans la paix, rien*



Photo de groupe après la séance de travail du Bureau du Haut Conseil des sages à Paris Flam Image by Fredy Mizelet/DR

que la paix ! », s'est exprimé Jules Moussabou.

En fin de séance, une minute de silence a été dédiée à la suite du décès, le 30 avril à Pointe-Noire, du président du Haut Conseil des sages

du Niari, Malanda Placide.

Bureau du Conseil :

Jean Théodore Pouaboud, président
Fernand Kouka, 1er vice-président
Armand Joseph, 2e vice-président

Pascal Pambou, 3e vice-président
Félix Malonga, 4e vice-président
Jean Paul Makoma, Chargé des relations extérieures
Marie Stéphane André Grenard Mouanga-Matsoua
Véronique Mangani, trésorière
Fredy Mizelet, Chargé à la communication
Yvette Pouabud Toukoula, chargé des affaires sociales
Yalbi Obami, secrétaire chargée à la culture
Juvel Rey Kabou Doussievinie
Charles Kombo
Ange Laurent Coddy
Commission de contrôle :
Jean-Bastien Makoundou, président
Rinala Aya, 1er vice-président
Jonas Patrick Makanda, 2e vice-président
Jean-Baptiste Crépin Kimpalou, porte-parole
Andrée Christian Ivossot, porte-parole adjoint
Eugénie Opou
Marie-France Saumônier Ngala

M.A.N.

GABON

Brice Clotaire Oligui Nguema prend ses fonctions

Élu lors du scrutin présidentiel du 12 avril, le nouveau chef de l'Etat gabonais a été investi dans ses fonctions, le 3 mai, pour un mandat de sept ans.

Le stade de l'amitié sino-gabonaise de Libreville a abrité, samedi 3 mai, la cérémonie d'investiture de Brice Clotaire Oligui Nguema. Une quinzaine de chefs d'Etat africains (1), de nombreux représentants de pays amis et organisations internationales ont assisté à cette cérémonie solennelle marquée à l'ouverture par une oraison œcuménique.

Ce moment, au cours duquel Mgr Jean-Patrick Iba-ba, archevêque métropolitain de Libreville, a exhorté les Gabonais à la paix, a ensuite donné lieu à la prestation des enfants de troupe du printanier militaire de Libreville, puis à la prise de parole circonstancielle du président centrafricain Faustin Archange Touadera, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), facilita-



teur désigné de la CEEAC pour la transition au Gabon. La remise des attributs du pouvoir d'Etat et des insignes traditionnels au président élu a précédé le dis-

cours officiel d'investiture durant lequel Brice Clotaire Oligui Nguema a appelé ses compatriotes à l'unité. Une parade militaire a clôturé cette émouvante cérémonie

qui inaugure pour le Gabon la cinquième République. Pays représentés par les chefs d'Etat : Congo, RDC, RCA, Tchad, Guinée équatoriale, Burundi, Rwanda,

Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe, Guinée-Conakry, Sénégal, Ghana, Djibouti, Sierra Leone, Gambie.

Les Dépêches de Brazzaville

MÉMORIAL PIERRE SAVORGNAN-DE-BRAZZA

La directrice générale invitée à Moscou sur les échanges muséaux

L'annonce de l'invitation de la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, à la conférence internationale sur les échanges muséaux de Moscou, qui se tiendra dans les prochains jours, a été faite par l'ambassadeur de la fédération de Russie en République du Congo, Ilias Iskandarov, lors de sa visite dans ce haut lieu de la culture et de l'histoire du Congo.

Dans le cadre de la coopération culturelle, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza est l'invitée de marque du ministère russe de la Culture à la conférence internationale sur les échanges muséaux. A ce sommet, Bélanda Ayessa aura l'occasion de mettre en valeur l'institution qu'elle dirige et de promouvoir la culture congolaise. Le diplomate russe explique le sens de cette invitation. « Nous avons échangé sur la prochaine visite de travail à l'invitation du ministère de la Culture de la Fédération de Russie que va effectuer la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza très prochainement à Moscou. Cette invitation concerne la participation de la directrice générale aux activités d'une grande conférence



internationale consacrée aux activités dans le domaine des échanges muséaux, ceux qui composent un aspect très important pour la coopération cultu-

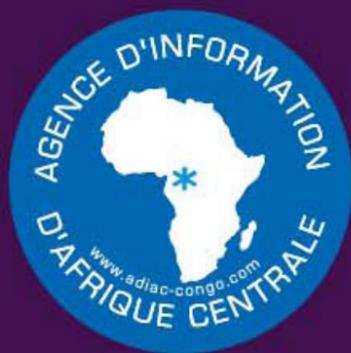
relle internationale en général. Mme la directrice générale a exprimé sa volonté et son désir de souligner ce rôle. C'est important le rôle que joue la République du

Congo sur l'arène internationale dans ce domaine-là. Et nous félicitons ses efforts et sommes prêts à développer notre partenariat dans ce domaine », a déclaré l'am-

bassadeur de la Fédération de Russie. Cette rencontre a permis à Ilias Iskandarov et Bélanda Ayessa de discuter sur le renforcement des liens de coopération entre le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza et l'ambassade de la Fédération de Russie au Congo dans le domaine de la gestion des institutions muséales.

Après l'échange au deuxième module, Bélanda Ayessa a fait visiter à son hôte le premier module du mémorial, où se trouvent les sépultures de l'explorateur franco-italien Pierre Savorgnan de Brazza, sa femme et leurs enfants. Le diplomate russe a profité de cette occasion pour s'imprégner de l'histoire du fondateur de la ville de Brazzaville. Notons qu' Ilias Iskandarov est ambassadeur de la Fédération de Russie en République du Congo, depuis avril 2024.

Bruno Okokana



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



EST DE LA RDC

Un projet d'accord attendu entre Kigali et Kinshasa

Un projet d'accord de paix est attendu incessamment entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda depuis Washington, selon une déclaration faite par Massad Boulos, conseiller principal du président Donald Trump pour l'Afrique.

« Lorsque nous signerons l'accord de paix... l'accord sur les minerais avec la République démocratique du Congo sera signé ce jour-là, et un ensemble similaire, mais de taille différente, sera signé le même jour avec le Rwanda », a déclaré Massad Boulos. La convention est accompagnée d'accords bilatéraux sur les minerais portant sur des milliards de dollars d'investissements occidentaux dans la région.

Kigali et Kinshasa devraient soumettre des projets distincts d'accord de paix, conformément à un processus convenu à Washington la semaine dernière dans le cadre d'efforts diplomatiques pour mettre fin à la violence dans l'Est du Congo. Mi-mai, à Washington, le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, rencontrera les ministres des Affaires étrangères rwandais et congolais afin de convenir d'un projet final d'accord de paix, a indiqué Massad Boulos. Un comité de suivi avait été nommé, le 30 avril dernier, avec pour objectif de surveiller les progrès des deux pays vers l'accord de paix.

Ce comité inclut les États-Unis, le Qatar, la France et le Togo qui représente l'Union africaine, d'après le média africain. Avant la signature de cet accord, a-t-il ajouté, le Rwanda et la RDC doivent finaliser des accords économiques bilatéraux avec Washington, prévoyant que des entreprises américaines et occidentales investissent des milliards de dollars dans les mines congolaises et des projets d'infrastructures pour soutenir l'exploitation minière dans les deux pays, y compris la transformation des minerais au Rwanda.

Noël Ndong

L'opposition soutient l'option d'un dialogue interne

Longtemps demeurée aphone sur les questions politiques relatives à la marche du pays, l'opposition vient de s'exprimer au sujet de la déclaration de principes pour la paix et le développement économique dans les Grands Lacs signée dernièrement à Washington entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda.

Quatre tenors de l'opposition, en l'occurrence Moïse Katumbi, Dely Sassanga, Martin Fayulu et Joseph Kabila ont, dans une déclaration conjointe publiée le 1er mai, relativisé l'accord de principes signé entre la RDC et le Rwanda qui, d'après eux, « ne constitue pas une base suffisante pour une solution définitive et durable ». Ils soutiennent l'option d'un dialogue interne, indispensable à leurs yeux, « pour permettre aux Congolais d'identifier les causes profondes, internes et externes de la crise et pour entrevoir des solutions pérennes ». Ils ont réaffirmé leur soutien au Pacte social Conférence épiscopale nationale du Congo-Eglise du Christ au Congo qui, d'après eux, a le triple mérite d'être à ce jour la seule initiative portée par des Congolais, privilégiant un dialogue ouvert à toutes parties prenantes congolaises sans exclusive. En lieu et place de l'accord de Washington, Moïse Katumbi et ses partenaires politiques estiment que ce pacte social offre la possibilité d'examiner la crise congolaise dans sa globalité, avec pour objectif la paix et le bien vivre ensemble, tant en RDC que dans la sous-région.

Les quatre leaders de l'opposition exigent enfin « la publication des accords et arrangements pris » par les autorités de Kinshasa avec celles de Kigali à Doha et à Washington, mais aussi « le retrait du territoire congolais de toutes les forces étrangères, ainsi que des mercenaires ». Ces leaders ont toutefois salué l'engagement par les signataires du respect de la souveraineté et de l'intégrité de chaque État, du respect des frontières établies conformément à la charte des Nations unies ainsi que des engagements de non-agression et de non-ingérence mutuelle.

Sylvain Andema

Les médiateurs appellent à une réponse « urgente, coordonnée et durable »

A Doha, des représentants de la République démocratique du Congo (RDC), du Rwanda, du Qatar, de la France, des États-Unis et du Togo ont réaffirmé leur engagement commun en faveur de la paix dans l'Est de la RDC, selon une déclaration conjointe dont l'Agence d'information d'Afrique centrale a eu une copie.

Réunis à la suite de la rencontre trilatérale des chefs d'État de la RDC, du Rwanda et du Qatar du 18 mars, les participants ont salué les efforts de dialogue entre Kinshasa et le mouvement rebelle M23, ainsi que les initiatives humanitaires en cours dans la région. La déclaration appelle à une réponse « urgente, coordonnée et durable » face à la crise humanitaire persistante, et souligne la nécessité d'un « cessez-le-feu rapide » ainsi que de la « livraison sécurisée » de l'aide. Les signataires « réaffirment leur position commune concernant la nécessité pressante pour les parties au conflit de parvenir à une résolution sans dé-

lai » et ont également salué les progrès issus du sommet EAC-SADC tenu en février en Tanzanie, ainsi que la récente signature à Washington d'une Déclaration de principes pour soutenir les efforts de paix régionaux. Le communiqué conjoint réaffirme pour les signataires un « attachement à un dialogue permanent en vue d'un avenir pacifique » dans la région des Grands Lacs. Le président congolais, Félix Tshisekedi, a affirmé que l'accord de principes conclu, d'une part, entre Kinshasa et le M23 sous l'égide du Qatar et, d'autre part, entre Kinshasa et Kigali sous la médiation des États-Unis est « un pas dans la bonne direction ». «

Après ce que vous êtes en train de voir, il n'y aura plus d'instabilité en RDC », a-t-il ajouté.

Dans une déclaration de principes signée le 25 avril à Washington, Kinshasa et Kigali s'étaient laissés une semaine pour ébaucher un texte menant vers la fin du conflit, le 2 mai. Le week-end dernier, le président américain, Donald Trump, avait revendiqué un rôle personnel dans cette dynamique, affirmant que « la paix est en vue au Rwanda et au Congo ». IL a également annoncé un investissement de plus de six milliards de dollars dans le corridor de Lobito, destiné à faciliter l'exportation des minerais depuis l'Afrique centrale.

N.Nd.

DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT DE NATIONALITÉ

Compétence exclusive du ministre de la Justice

Il est, par conséquent, interdit aux maires, bourgmestres, administrateurs des territoires et les autorités administratives et politiques de délivrer l'attestation de nationalité.

Une note circulaire du 2 mai 2025 du ministre de la Justice et Garde des sceaux a rappelé que l'établissement et la délivrance de l'attestation de nationalité, « preuve de la nationalité congolaise », relèvent de la compétence exclusive du ministre de la Justice et Garde des sceaux. Ce rappel du ministre de la Justice s'est appuyé sur les articles 42 et 47 de la loi n°04/024 du 12 novembre 2004 relative à la nationalité congolaise, qui vise à garantir l'authenticité et la légalité de ce document essentiel.

Au regard de cette note, il est interdit aux maires, bourgmestres, administrateurs des territoires et aux autorités administratives et politiques, la délivrance de l'attestation de nationalité ou du tenant lieu du certificat de nationalité. Le ministre brandit des poursuites judiciaires à l'encontre de toute personne qui transgresserait ces dispositions.

Il est, en effet, rappelé que le

certificat de nationalité constitue la seule preuve juridique incontestable de l'appartenance d'un individu à la nationalité congolaise. « Malgré cette clarté de la loi en la matière, certaines pratiques illégales persistent sur le terrain », ont souligné des sources judiciaires. « Des maires, bourgmestres, administrateurs de territoires ou autres autorités administratives et politiques se sont parfois aventurés à délivrer des attestations de nationalité ou des documents similaires. Ces actes, non seulement sont dépourvus de valeur juridique, exposent également leurs auteurs à des poursuites judiciaires », a souligné un magistrat.

Ce rappel du ministre, a-t-il fait savoir, intervient dans un contexte où la nationalité congolaise est souvent instrumentalisée dans les débats politiques et identitaires. Pour la source, il s'agit là d'une mesure de clarification nécessaire

pour préserver la cohésion nationale et l'Etat de droit. Ce juriste conseille, par ailleurs, une diligence et une célérité aux services du ministère de la Justice afin que les demandeurs de ce document n'attendent pas pendant plusieurs années pour être servis. Il a également relevé le problème des preuves à fournir par les requérants pour justifier leur filiation et leur appartenance à la nation congolaise. « Il faut des mesures d'encadrement plutôt sévères en vue de protéger la délivrance de ce document et sa valeur », a-t-il dit.

Il est rappelé que, selon les dispositions prises fin juin 2024 par le ministre de la Justice, l'obtention du certificat de nationalité en République démocratique du Congo était désormais conditionnée à un avis favorable de l'Agence nationale de renseignements et de la Direction générale des migrations. Cette procédure avait pour but de lutter contre les infiltrations.

Lucien Dianzenza

ÉPIDÉMIE DE CHARBON

La RDC et l'OMS renforcent la riposte

Selon un communiqué de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les premières alertes concernant l'épidémie de charbon en République démocratique du Congo (RDC) ont été lancées le 22 mars dernier dans le parc national de Virunga, où des dizaines de buffles et d'hippopotames étaient morts.

Déjà seize cas suspects et un cas humain confirmé ont été rapportés dans la province du Nord-Kivu avec un décès enregistré. Pour endiguer la propagation de l'épidémie de charbon, la RDC et l'OMS mutualisent leurs efforts en vue d'assurer une réponse d'urgence. C'est dans ce cadre que l'OMS réalise une évaluation en vue de déterminer le risque de propagation de l'infection. L'agence onusienne apporte également son soutien aux autorités sanitaires pour renforcer la réponse, y compris la surveillance des maladies et l'investigation pour identifier la source de l'épidémie et les chaînes de transmission, ainsi que la fourniture de matériel médical et de traitement.

L'OMS facilite, en outre, la coordination transfrontalière entre la RDC et l'Ouganda pour améliorer la réponse à l'épidémie. Son représentant en RDC, le

Dr Boureima Hama Sambo, a souligné que les efforts entre son institution et le pays visent à interrompre rapidement la propagation de l'épidémie de charbon. «Nos efforts sont concentrés sur l'interruption rapide de la transmission animal-homme», a-t-il déclaré, renchérissant : «*Nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement, les communautés et les partenaires pour renforcer les mesures de réponse afin de protéger la santé publique maintenant et à l'avenir.*»

Pour répondre efficacement à l'épidémie, l'OMS et ses partenaires travaillent sous l'approche unifiée « Une seule santé », afin de protéger la santé humaine, environnementale et animale, reconnaissant l'interconnexion des trois aspects et la nécessité de mesures globales.

Quid de la maladie du charbon ?

Le charbon est une infection bactérienne qui affecte principalement les animaux. Les humains peuvent la contracter directement ou indirectement à partir d'animaux infectés, ou par exposition à des produits animaux infectés ou contaminés. Chez l'homme, le charbon n'est généralement pas considéré comme contagieux, bien que des cas rares de transmission de personne à personne existent. La maladie présente trois formes chez un être humain, nécessitant toutes une attention médicale rapide. La plus courante de ces trois formes est le charbon cutané. Il survient lorsque les spores entrent en contact avec une peau lésée, provoquant une bosse qui démange et se transforme en plaie noire. Cette forme peut également entraîner des maux de tête,

des douleurs musculaires, de la fièvre et des vomissements.

Le charbon gastro-intestinal survient après avoir consommé de la viande infectée, provoquant des symptômes similaires à une intoxication alimentaire qui peuvent s'aggraver en douleurs abdominales sévères, vomissements sanglants et diarrhée. La forme la plus rare et la plus grave est le charbon par inhalation, qui résulte de l'inhalation des spores, débutant par des symptômes similaires à un rhume avant de rapidement entraîner des problèmes respiratoires graves et un choc. Tous les cas humains de charbon nécessitent une hospitalisation.

S'agissant de la prise en charge médicale, la maladie est traitable avec des antibiotiques qui doivent être prescrits par un professionnel de la santé. Il existe aussi des vaccins pour le bétail

et les humains. Cependant, les vaccins humains sont en quantité limitée et utilisés principalement pour protéger les individus sélectionnés ayant une exposition professionnelle possible au charbon. Selon l'OMS, des efforts sont en cours pour vacciner le bétail dans les communautés vivant près des rivières, tandis que les équipes vétérinaires éliminent en toute sécurité les carcasses d'animaux pour éviter une infection potentielle, et des campagnes de sensibilisation publique sont intensifiées pour renforcer les mesures préventives.

Précisons que l'épidémie a touché quatre zones de santé autour du lac Édouard, à la frontière entre la RDC et l'Ouganda. Elle est liée à celle en cours du côté ougandais du lac, où sept cas humains suspects ont été notifiés dans le district de Kabale (Ouest). Les efforts de réponse sont en cours, y compris la vaccination du bétail.

Blandine Lusimana

ITURI

Olpa exige la restitution du matériel d'un journaliste

Pour cette ONG, la confiscation du matériel de travail d'un journaliste en plein exercice de son métier viole la loi et constitue une entrave à la libre circulation de l'information garantie par la législation congolaise et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Dans une lettre adressée, le 29 avril 2025, au gouverneur militaire de la province de l'Ituri, l'ONG de promotion et de défense de la liberté de la presse basée à Kinshasa, l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), a vigoureusement condamné la confiscation par la milice Zaïre du matériel de travail de Flori Drajiro, journaliste à la Radio Télévision Avenir (RTA) et du média en ligne carapacenevents.net basés à Bunia.

L'organisation a, par conséquent, exigé la res-

titution immédiate et inconditionnelle des effets de ce professionnel des médias. «*Olpa vous prie de bien vouloir accepter de vous impliquer activement pour obtenir la restitution du matériel de travail (caméra de marque Canon EOS 600D, un téléphone portable Samsung Galaxy S10) propriété de Flori Drajiro, journaliste à la Radio Télévision Avenir (RTA) et du média en ligne carapacenevents.net basés à Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri.*», a écrit Olpa dans cette



lettre signée par son secrétaire exécutif, Kabongo Mbuyi.

Cette organisation, qui a rappelé que la mission ré-

galiennne de l'Etat est de sécuriser les personnes et leurs biens, a noté que la confiscation du matériel de travail d'un jour-

naliste en plein exercice de son métier constitue une entrave à la libre circulation de l'information garantie par la législation congolaise et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme. «*Ces actes violent la loi et Olpa les condamne vigoureusement.*», a-t-elle insisté. Et de prier le gouverneur militaire de l'Ituri de mettre tous les moyens en œuvre, afin que ce matériel confisqué soit immédiatement restitué et sans aucune condition.

Lucien Dianzenza

FESTIVAL MALOBA

La 7^e édition unifie les cultures sous-régionales

La septième édition du festival international du théâtre, danse et cirque du Congo (festival Maloba) se tient du 28 avril au 3 mai, à Brazzaville, sur le thème « La culture comme moteur d'intégration et élément de la diversification des économies dans la zone Cémac ». Cette septième édition a pour pays invité d'honneur le Cameroun.

Ce rendez-vous culturel qui se tient chaque année est devenu une tradition culturelle majeure qui ne se limite pas à une célébration artistique, mais également à l'exécution du programme de société du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, « Ensemble, poursuivons la marche ».

Le festival se déroule en six jours au cours duquel des spectacles et un partage se tiennent. A cet effet, des spectacles ont lieu à l'Institut français du Congo à Brazzaville, à l'espace Noura, à Baongo, à Sadelmi et à la permanence de l'honorable Ferréol Gassackys à Poto-Poto. Des troupes théâtrales de Pointe-Noire et de Brazzaville prennent part à ce festival.

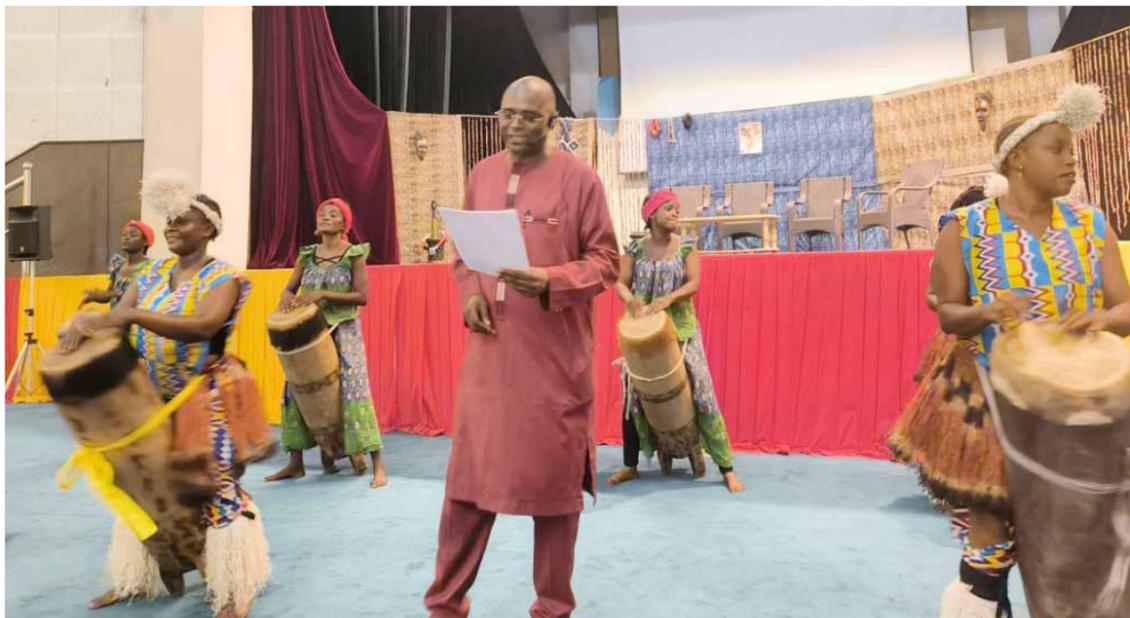
La représentation du théâtre national du Cameroun a donné le coup d'envoi des spectacles de cette septième édition. La pièce « La dernière aimée » de Rabiatou Njoya dans la mise en scène d'Ambroise Mbia dans laquelle la femme a été au centre de cette représentation.

La pièce offre un régal de lyrisme et de romantisme, teintée d'humours et de drame. Il s'agit de la dernière aimée qui est, en effet, la mieux aimée. Baba, père de deux fils, Abdoul et Karim, détourne Pass la fiancée de son fils aîné Abdoul venant franchement de l'étranger avec sa dulcinée, oblige Abdoul et Pass de rester chez lui. Baba s'amourache et

épouse Pass. Quelques années plus tard, il meurt. Marié à Zena, Karim récupère Pass qui devient sa deuxième femme. L'histoire se termine par un drame. Karim et Pass meurent, Abdoul prend pour épouse Zena, la femme de son défunt frère (...).

Le festival Maloba favorise des loisirs sains, les dialogues des culturels et la cohésion sociale. Son objectif est de démontrer que la culture constitue un vecteur essentiel de rassemblement au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Maloba contribue directement à travers des loisirs sains plusieurs objectifs de développement durable. Le directeur du festival Maloba, Hugues Serge Limbvani, déplore le manque de soutien aux artistes. *Le secteur culturel reste encore très peu structuré malgré les talents et la créativité de ses partisans. Ces derniers ne bénéficient pas de soutien financier, sans accès aux ressources nécessaires pour réaliser leurs projets. En dépit des obstacles, nous poursuivons notre engagement en donnant la place à la culture pour le développement de notre pays*, a-t-il signifié.

Il a, par ailleurs, remercié les partenaires, le ministère de l'Industrie culturelle ainsi que l'ambassade du Cameroun au Congo, l'inspecteur du ministère des Arts



Le directeur du festival Maloba prononçant son discours/Adiac

et de la Culture du Cameroun, Oyono Bitounou Valère, et le directeur des spectacles et des industries créatives Camerounais, Mazoume Marie Chantal, pour leur soutien et leur présence, symbole de solidarité culturelle.

Hugues Serge Limbvani a exhorté la jeunesse et les a encouragés d'être les acteurs du changement « A vous jeunesse, cultivez vos talents, enrichissez vos esprits et soyez les acteurs du changement, ensemble faisons grandir cette force, ... », a indiqué le directeur du festival prononçant son discours accompagné par les femmes des différentes troupes

de danse traditionnelle.

Le directeur du cabinet de la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lis Pascal Moussodji Nziengu, pense que ce rendez-vous est devenu incontournable. « La culture se présente comme un vecteur puissant, d'innovation, de cohésion sociale et de l'élément international. La direction du Cameroun comme pays invité d'honneur s'inscrit par la culture camerounaise riche de sa diversité artistique qui incarne admirablement cette capacité de la culture à être à la fois un facteur d'unité nationale et

un moteur d'intégration régionale », a-t-il fait savoir à l'ouverture de ce festival.

Il a salué l'engagement du directeur dudit festival pour sa constance, son dévouement dans un contexte où la mobilisation des ressources pour la culture est un défi permanent. « Sa ténacité, sa créativité et son sens du partage méritent un soutien à de telle initiative. Que cette septième édition soit plus que jamais une célébration des activités africaines, un talent pour les talents et un espace d'expérience. », a-t-il dit.

Rosalie Tsiankolela Bindika

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- ✓ Présentation des ouvrages
- ✓ Conférences-débats
- ✓ Dédicaces
- ✓ Emissions Télévisées
- ✓ Ateliers de lecture et d'écriture



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H



LIVRES

« Le destin étrange d'un enfant noir » présenté par son auteur

Paru aux éditions LC (France), cet ouvrage de 340 pages est le chef-d'œuvre de Jean Paul Efaka. Il a été présenté et dédié, le 26 avril, au Centre interdiocésain des œuvres, en présence du Pr Charles Zacharie Bowao. L'auteur livre un témoignage bouleversant, de l'enfance à l'âge adulte, entre abandon, misère et rejet. Un cri de vérité, une leçon de courage.

Dans « Le destin étrange d'un enfant noir », l'auteur raconte son désir précoce d'aller à l'école, survenu à l'âge de cinq ans, bien avant l'âge autorisé par son père, un gendarme strict. Malgré l'interdiction parentale, il ruse pour rejoindre les autres enfants à l'école et y jouer. Sa mère, d'abord dépassée par ses escapades, finit par céder et tente de l'inscrire officiellement. Le directeur refuse en raison de l'âge légal, mais une enseignante, amie de sa mère, propose une solution : intégrer l'enfant discrètement en classe.

La mère accepte les conditions imposées...

Faisant l'étude de l'œuvre dans sa critique, Bexeland Cyr Emiland Moassa Ibhenguet dit que l'auteur est le personnage principal, il est aussi le narrateur. Ces éléments réunis, c'est l'autobiographie. A travers cette autobiographie, il y a le pacte antibiographique. L'œuvre littéraire, dit-il, ne trouve son aboutissement que dans la lecture. Elle est incomplète quand le lecteur n'a pas apporté sa contribution. Pour le critique, l'œuvre littéraire est intimement liée à la vie de son auteur. A première vue, c'est une autobiographie, mais cette autobiographie est empreinte d'éléments assez imaginaires. L'autobiographie est finalement



Le Dr Jean-Paul Efaka assis entre le critique Bexeland Cyr Emiland Moassa Ibhenguet et le directeur des éditions Réseaux Mwana mboka Mikhaël Deunov Mboundou/DR

un récit rétrospectif qui décrit les événements sur le passé. « *Le nom du personnel à plusieurs titres reflète la qualité de son caractère. Pour le critique, c'est une violation de l'autobiographie. Puis, il a essayé de décrire l'histoire du livre en mettant un accent sur l'égoïsme de l'homme* », dit le critique. Avant d'ajouter qu'en matière de littérature les Congolais sont parmi les premiers. « *La littérature congolaise est vivante. Nous avons atteint l'apogée* », estime Bexeland Cyr Emiland Moassa Ibhenguet.

Dans ce roman, l'auteur, Jean Paul Efaka met en avant l'importance de la rectitude morale, en racontant son expérience, depuis son enfance, marquée par l'ostracisme en raison de ses prises de position. Ses souffrances com-

menent avec le divorce de ses parents, le laissant, très jeune, livré à lui-même. De l'école primaire à l'université, il doit faire face à la misère et aux difficultés de la vie au quotidien. Ces obstacles lui permettront-ils de réaliser son rêve : atteindre le sommet de l'intelligentsia de son pays ? L'auteur entremêle dans son récit tragédie, humour, fiction et philosophie, exposant ainsi ses conceptions philosophiques sur les relations humaines.

Zacharie Bowao reconnu pour son apport au développement de la formation doctorale

Jean-Paul Efaka a profité de cette publication pour rendre un hommage mérité au Pr Charles Zacharie Bowao, pour son apport au développement de la formation

doctorale. Il lui a dédié cet ouvrage. « *Je vous dédie ce roman avec un profond sentiment de respect pour tout ce que vous avez apporté au développement de la formation doctorale à l'université Marien-Ngouabi. Votre contribution inestimable a permis à la formation doctorale de philosophie de donner naissance à de nombreux docteurs, telles des étoiles qui peuplent le ciel. Vous incarnez véritablement l'essence de l'intellectuel en mettant en avant que la véritable intelligence ne se réduit pas à une accumulation de diplômes, mais se manifeste par une radicalité éthique, refusant de justifier l'injustifiable et d'expliquer l'inexplicable* », a-t-il écrit. Avant d'ajouter que grâce à lui, ils ont compris que l'intellectuel

excelle dans son domaine avec une expertise pointue, favorise la diffusion des connaissances de façon transdisciplinaire, et sa marque réside dans sa capacité à prendre clairement position sur les enjeux de société sans s'enfermer dans la langue de bois qui déprécierait le savoir dont il est le représentant.

Pour sa part, Mikhaël Deunov Mboundou dit qu'en tant que directeur des éditions Réseaux Mwana mboka, il a joué un rôle-clé dans la promotion de l'auteur et l'organisation d'une séance de présentation et de dédicace de son ouvrage. « *A travers notre structure, nous avons offert un cadre professionnel et dynamique pour mettre en lumière le talent de l'auteur et valoriser son œuvre auprès du public. Les auteurs désireux pourront nous contacter sur l'adresse suivante : www.ermmboka.com* », a-t-il précisé.

Jean-Paul Efaka, titulaire d'un doctorat en philosophie, enseigne la philosophie morale et politique à l'université Marien-Ngouabi (Brazzaville, au Congo). Il est membre de plusieurs laboratoires et auteur de plusieurs publications scientifiques. Notons que cet ouvrage est disponible chez les éditions Réseaux Mwana mboka.

Bruno Zéphirin Okokana

«Go back to Africa » invite à l'authenticité et à la valorisation de la culture africaine

Le nouvel ouvrage de l'écrivain congolais Christ Hermes Louyoko Nianza, «Go back to Africa », publié en janvier dernier, évoque les responsabilités civilisationnelles, en mettant l'accent sur les Africains et les Noirs du monde, qu'il invite à prioriser les intérêts mutuels de leurs civilisations et de leur race avant ceux d'autres peuples, «sans devenir un fléau pour d'autres sociétés».

Dans l'ouvrage de 200 pages publié aux Éditions Plum'Art-Z, Christ Louyoko insiste sur l'importance de l'idée fondamentale pour l'avenir de l'Afrique et des Africains, particulièrement des peuples subsahariens et propose des réflexions essentielles sur la solidarité interafricaine. Il souligne l'idée fondamentale que l'humanité est divisée non seulement en différentes races et cultures, mais que ces distinctions sont un reflet d'une structure divine et cosmique qui contrôle le monde. A en croire l'auteur, chaque groupe humain, qu'il soit spirituel, culturel ou racial, porte en lui un rôle unique et sacré dans le maintien de l'équilibre universel en garantissant sa propre survie en tant

que groupe, race ou civilisation dont les membres partagent des traits égaux.

Pour lui, la diversité n'est pas accidentelle, mais fait partie intégrante d'un plan supérieur qui nécessite la reconnaissance et la célébration de chaque identité humaine. «*La responsabilité ne réside pas seulement dans la préservation de la culture et des traditions, mais dans une mission divine plus large : assurer le bien-être spirituel et matériel de ses membres et contribuer à la beauté et à l'harmonie du monde. Cette notion va au-delà de la simple appartenance communautaire; elle est un appel à la reconnaissance de la nature sacrée de chaque identité raciale*



L'auteur Christ Louyoko Nianza/DR

ou culturelle», indique l'auteur.

«Go back to Africa» met en garde contre le danger de se détourner de ses origines, de ses héros et de ses ancêtres. Il indique ainsi que ce déracinement, souvent lié à l'influence des cultures dominantes, peut entraîner une perte profonde de l'identité personnelle et collective. «Ce phénomène ne se limite pas à la simple adoption de modèles étrangers, mais implique un rejet de ce qui est authentiquement sien au pro-

fit d'une identité imposée. «Go back to Africa» soutient que la véritable liberté, dignité et prospérité des peuples ne se trouvent pas dans une assimilation passagère ou un mimétisme des sociétés dominantes, mais dans la reconquête de soi à travers le retour aux racines, à l'histoire et au génie culturel et à l'intelligence civilisationnelle. J'invite tous ceux qui désirent avoir le livre de me contacter notamment sur mes réseaux sociaux

<https://www.facebook.com/profile.php?id=100093104739548> ou <https://www.linkedin.com/feed/> », explique Christ Louyoko qui appelle les Africains dispersés à travers le monde à revenir sur leur continent d'origine, l'Afrique. À travers cet ouvrage, il exprime une vision forte dénommée «Smart-Africanisme», une idéologie qui milite pour une prise de responsabilité individuelle et collective au sein du continent africain et sur les Africains et les Noirs du monde, la fin de la xénophobie intracontinentale et la promotion de la nationalité africaine. «*J'écris ce livre pour remettre en question les frontières imposées par le colonialisme et pour encourager les Africains à se définir non pas par les nationalités coloniales, mais par leur appartenance à une nation africaine unifiée*», a indiqué Christ Louyoko.

Né à Brazzaville, en République du Congo, Louyoko Nianza est un jeune Africain vivant actuellement aux États-Unis où il poursuit ses études et se spécialise en politique mondiale et diplomatie.

Rude Ngoma

JEU DE LETTRES

Les scrabbleurs africains en compétition

Les 9es championnats d'Afrique de scrabble francophone (Champas) ont été ouverts, le 28 avril, à l'hôtel Le Ruisseau dans la ville océane, en présence de Charles Makaya, directeur du cabinet du ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Education civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi.

Organisés par la Confédération africaine de scrabble francophone (CASF), en partenariat avec la Fédération congolaise de scrabble, les Champas accueillent les joueurs du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Niger, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, du Togo et du Congo. Après Kintélé en 2016, le Congo réunit à nouveau le gotha du scrabble francophone. Un défi et un honneur pour le pays qui, en l'espace de dix ans, réussit un pari aux allures de prouesses. « A travers ces championnats, nous célébrons un jeu d'esprit, nous affirmons notre attachement à la langue française, nous proclamons notre volonté de dialoguer, d'échanger, de tisser des liens fraternels entre les peuples d'Afrique et du monde francophone. Nous offrons au scrabble, discipline exigeant et noble, la place qui lui revient, celle d'un vecteur d'éducation, de culture et de cohésion », a dit Serges Ngouakamabé, président du comité local d'organisation. Et d'ajouter : « Organiser les 9es championnats d'Afrique de scrabble francophone a un sens, puisque notre ville est un carrefour des peuples, des talents, de la vitalité et de la culture du Congo ».



La photo de famille après l'ouverture des Champas 2025Adiac

Pour Christel Mikolelé, président de la Fédération congolaise de scrabble, « les Champas sont pour nous des moments précieux d'embrassades, d'accolades, de nouvelles connaissances et de renforcement de celles acquises, mais surtout l'occasion pour nos athlètes de se mesurer individuellement et en équipe par le truchement de la langue française ».

Louant les efforts du Congo à regrouper une fois de plus l'élite du scrabble francophone, Wegener Fadi El Banni, président de la Confédération africaine de scrabble francophone, a exhorté les joueurs aux piliers qui unissent cette discipline, à savoir la convivialité et le fair play. «

Que chaque partie soit marquée par le respect mutuel. Que chaque victoire soit empreinte d'humilité. Que chaque défaite soit une leçon, une étape vers un futur meilleur. Le scrabble au-delà du jeu est une école de rigueur, de création et d'humanité. Il nous enseigne que les mots ont un poids, une valeur, une puissance. Et aujourd'hui ces mots construisent des ponts entre les peuples, unis nos voix et nos esprits dans une passion qui nous est commune ».

Le secrétaire général de la Fédération internationale de scrabble francophone, Rokhaya Dieng, a également salué l'investissement du Congo à promouvoir le scrabble en

organisant des compétitions, ce qui assoit son essor et garantit son avenir qu'incarne la jeunesse. « L'avenir justement doit s'appuyer sur notre jeunesse. Le développement du scrabble scolaire est désormais un acquis stratégique. J'appelle solennellement toutes les fédérations africaines aujourd'hui réunies ici à s'investir dans cette voie. Le scrabble doit s'apprendre à l'école dès le bas âge. C'est ainsi que nous bâtirons une relève forte, nombreuse et durable », a-t-il déclaré.

En lançant la grande fête de l'esprit et de la culture, Charles Makaya a conclu : « Chers scrabbleurs, chères scrabbleuses, ces championnats vous offrent l'opportunité de vous

mesurer dans l'excellence à travers les épreuves de votre discipline : élite, classique, blitz, tournoi des nations et le défi africain. Je vous invite donc à cultiver tout au long de cette compétition l'esprit de fair-play. Cette valeur cardinale qui transcende le sport pour devenir une leçon de vie, le respect des règles, le respect de soi, le respect de l'adversaire, l'esprit d'équipe et la compréhension sont les piliers sur lesquels reposent notre volonté de bâtir une Afrique fraternelle, dynamique et tournée vers l'avenir ».

Placés sous le signe de la culture, de l'excellence intellectuelle et de la francophonie, les Champas 2025 qui prennent fin cette semaine s'annoncent comme un véritable rendez-vous panafricain, avec la mise en place du village événementiel « Moya - Champas » qui accueille expositions, animations culturelles, stands de partenaires, ateliers éducatifs et rencontres littéraires. Une visite guidée de l'espace dédié à la culture et aux découvertes inédites par le directeur de cabinet du ministre de la Jeunesse et des Sports et tous les participants aux champas a eu lieu après la cérémonie officielle d'ouverture.

Hervé Brice Mampouya



Nom de l'Entreprise :
Helios Towers Congo Brazzaville

Poste à pourvoir :
Directeur Financier

Type de Contrat :
CDI

Lieu de travail :
Brazzaville, République du Congo

Présentation de l'Entreprise

Hélios Towers est une entreprise listée à la Bourse de Londres (London Stock Exchange) et fait partie de l'indice FTSE avec des sièges à Londres et à Dubaï.

Nous sommes une entreprise indépendante, Leader dans les infrastructures de télécommunications, avec l'un des portefeuilles de tours télécom les plus étendus à travers l'Afrique et le Moyen-Orient. Notre modèle économique favorise le partage de tours et permet aux opérateurs de réseaux mobiles et fournisseurs d'accès Internet de fournir une connectivité mobile plus rapidement, de manière plus fiable, plus rentable et avec une empreinte carbone réduite. Cela soutient à son tour l'expansion et la qualité de la connectivité mobile, favorisant le développement durable dans nos marchés.

Que faisons-nous ?

Nous construisons, acquérons, et exploitons des tours de télécommunications capables de répondre aux besoins de plusieurs locataires en même temps. Nos locataires sont les principaux Opérateurs de Réseaux Mobiles et nous les servons dans neuf marchés à forte croissance (8 en Afrique + à Oman

ANNONCE DE RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR FINANCIER

au Moyen-Orient). Notre objectif, notre mission et notre stratégie d'entreprise sont soutenus par nos valeurs d'intégrité, de partenariat et d'excellence.

Rôle et Responsabilités du poste

- Assurer une transparence totale sur la performance financière de l'entreprise
- Fournir des conseils sur la façon d'augmenter les revenus et de réduire les coûts
- Communiquer efficacement et clairement les risques potentiels en temps opportun
- Proposer des plans d'action pour assurer l'atteinte des objectifs financiers annuels
- Soutenir la Direction Générale dans la préparation des plans financiers mensuels et annuels
- Maintenir la rapidité de l'exactitude de la facturation et des paiements des clients
- Coordonner la production des documents fiscaux
- Réaliser des missions confiées par la Direction Générale

Exigences du Poste

- Avoir un Diplôme BAC +5 en comptabilité et gestion financière
- Des certifications internationales dans ces domaines seront hautement appréciées
- Une expérience professionnelle minimale requise d'au moins 10 ans dans un poste similaire

Compétences requises

- Esprit critique et analytique
- Capacité de résolution de problèmes
- Grand sens de précision
- Soucieux du détail
- Très grande motivation

- Capacité à travailler en équipe et de manière autonome
- Capacité à effectuer plusieurs tâches à la fois
- Capacité à travailler dans un environnement à volume de travail élevé et à un rythme très dynamique
- Respect des délais et de s'adapter aux priorités changeantes
- Excellentes compétences organisationnelles
- Excellentes compétences en communication écrite et orale
- Capacité à communiquer de manière claire et concise avec tous les niveaux de l'organisation, y compris la haute direction
- Niveau irréprochable de discipline et d'intégrité
- Flexibilité
- Bilingue Anglais-Français (Un bon niveau d'anglais serait apprécié)

Date limite pour postuler

15 mai 2025

Lien pour postuler :

<https://career5.successfactors.eu/sfcareer/jobreqcareer?jobId=1329&company=heliostoweP>

Notre politique de recrutement

Helios Towers s'engage à promouvoir l'égalité des chances en matière d'emploi. Tout demandeur d'emploi bénéficiera d'un traitement égal, indépendamment de l'âge, du handicap, du statut marital, de la maternité, la race, la couleur, la nationalité, l'origine ethnique ou nationale, des religions ou des croyances.

CONGO-CUBA

Les deux pays entendent consolider leur coopération militaire

A l'invitation du ministre congolais de la Défense nationale, le vice-ministre des Forces armées révolutionnaires de Cuba, Joaquim Quintas Sola, en séjour à Brazzaville, a été reçu le 1er mai en audience par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.



La poignée de main entre Denis Sassou N'Guesso et Joaquim Quintas Sola/DR

Au cours de leur entretien, Denis Sassou N'Guesso et Joaquim Quintas Sola ont parlé du renforcement de la coopération militaire entre le Congo et Cuba.

Les deux pays entendent raffermir davantage cette coopération sur la base des orientations et objectifs fixés par les chefs d'Etat Denis Sassou N'Guesso et Miguel Diaz-Canel.

Dans le passé, les deux pays ont déjà conduit des luttes de libération pour l'émancipation des peuples africains.

Par la même occasion, le président Denis Sassou N'Guesso a transmis ses salutations à son homologue cubain, Miguel Díaz-Canel, pour le renforcement des relations entre les deux pays. La visite du vice-ministre cubain des Forces armées révolutionnaires intervient après celle du premier ministre de Cuba, Manuel Marrero Cruz, en mars dernier.

Yvette Reine Boro Nzaba

CONGO-GUINÉE BISSAU

Denis Sassou N'Guesso et Umaru Sissoco Embaló échangent à Brazzaville

En séjour de travail au Congo, le président de la Guinée-Bissau, Umaru Sissoco Embaló, s'est entretenu, le 30 avril à Brazzaville, avec son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso.

Au cours de leur tête à tête, Denis Sassou N'Guesso et Umaru Sissoco Embaló ont parlé de la mise en œuvre des accords de coopération signés entre le Congo et la Guinée-Bissau lors de la dernière visite du président congolais à Bissau.

Au plan multilatéral, les deux chefs d'Etat ont longuement échangé sur les questions de sécurité qui touchent la sous-région. Ils ont salué également l'adoption par les Nations unies de la résolution sur l'afforestation proposée par le président Denis Sassou N'Guesso à la 27^e conférence annuelle de cette organisation sur le climat (COP 27) tenue en 2022 à Sharm El-Sheik, en Egypte. La Guinée Bissau et le Congo entretiennent d'excellentes relations d'amitié et de coopération. Cette coopération est régie par l'accord-cadre signé en janvier 2022, à Bissau, qui permet aux deux pays de raffermir leurs liens, et a pour vocation de favoriser les accords sectoriels dans plusieurs domaines. Par ailleurs, les deux pays ont



Denis Sassou N'Guesso et Umaru Sissoco Embaló/DR

toujours procédé à l'échange des délégations et des visites au plus haut niveau. La dernière au Congo du président Umaru Sissoco Embaló remonte à janvier, et celle du président Denis Sassou N'Guesso à Bissau

date de novembre 2024, lors des festivités commémoratives du centenaire de la naissance d'Amilcar Lopes Cabral, père de l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

Y.R.B.Nz.

RÉFLEXION

Et les mauvais démons ...

Si l'on observe bien le monde dans lequel nous vivons, la vérité qui s'impose en cette troisième décennie du vingt-deuxième siècle de l'ère moderne est que loin de disparaître les mauvais démons qui ont accompagné les progrès matériels de l'humanité tout au long de sa grande histoire ne cessent de se renforcer, provoquant des drames humains sans cesse plus graves, plus destructeurs. Une triste, très triste réalité dont les guerres qui se déroulent au Proche et au Moyen-Orient donnent la preuve continue avec, en perspective, un nouveau conflit mondial dont la menace ne cesse elle aussi de grandir.

Quitte à nous répéter ici même une fois de plus écrivons, sans l'ombre d'un doute, que les progrès techniques et scientifiques générés sur les cinq continents, loin de permettre à notre humanité de régler pacifiquement ses conflits, ne font qu'en aggraver le danger. Avec, bien sûr en tête de liste, des dangers ingérables dont les des-

tructions épouvantables d'Hiroshima et de Nagasaki par les armes nucléaires, il y a quatre-vingts ans, ont démontré l'extrême gravité. Une situation dont personne aujourd'hui ne mesure l'extrême gravité potentielle que porte en elle l'Intelligence dite « artificielle » dont l'influence ne cesse de croître et qui ne s'accompagne d'aucun respect humain.

Dans ce contexte pour le moins inquiétant il nous revient, à nous qui observons la scène internationale sur les cinq continents, de tirer la sonnette d'alarme tant qu'il est temps afin de mobiliser les opinions publiques qui, seules, peuvent encore permettre d'éviter le pire en raison de leur poids démographique et de leur influence politique. Exactement ce qui ne s'est pas produit alors que se dessinaient de façon pourtant claire les deux guerres mondiales qui ont dévasté la planète dans les décennies du siècle précédent.

Dans ce contexte pour le moins inquié-

tant, il est clair que les opinions publiques doivent aujourd'hui se mobiliser afin de contraindre les gouvernants à s'entendre sur l'essentiel, à savoir la résolution des conflits qui menacent la paix mondiale. Ce qu'elles peuvent faire sans difficulté et de différentes façons grâce aux nouvelles technologies de la communication qui effacent purement et simplement le temps comme l'espace.

Les mois et les années à venir diront si ce message de simple bon sens, qui est diffusé par de multiples canaux sur la scène mondiale et que nous relayons ici même une fois de plus, a été entendu avant que le pire se produise. Mais rien n'est plus important, aujourd'hui, que de le faire entendre en donnant au Tiers-monde la place qui lui revient et que les temps modernes tendaient jusqu'ici à effacer.

Voyons ce qu'il en adviendra dans les mois à venir.

Jean-Paul Pigasse